



## Séance ordinaire du mardi 22 mars 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-deux mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Frédéric LAFFORGUE, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Véronique BRUNET, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER

# Aménagement durable - Ville de Montpellier - Modification n°14 du PLU de Montpellier - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La maîtrise du développement urbain de la Ville de Montpellier implique des adaptations de son Plan Local d'Urbanisme (PLU). Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole, en collaboration étroite avec la Ville de Montpellier, a engagé le projet de modification n°14 du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Ce projet intègre des modifications visant :

- L'intégration au document de dispositions réglementaires et conservatoires relatives à l'aménagement des quartiers existants de la Ville de Montpellier et d'opérations d'urbanisme nouvelles ou en cours de réalisation (ZAC, création de nouveaux secteurs de zone, création, modification ou suppression d'emplacements réservés pour équipements publics d'infrastructure et de superstructure...) ;
- Des corrections de formes relatives notamment à des erreurs ou omissions matérielles constatées depuis la dernière modification du PLU et concernant les divers documents qui le composent.

## Modifications du PLU

Le projet de modification tel que soumis à avis simple du Conseil municipal, notifié aux personnes publiques associées et soumis à enquête publique identifiait 33 points d'évolution :

**Modification n°1 : HOPITAUX-FACULTES – Campus Arnaud de Villeneuve – mail Guilhem VII :** modification du tracé de l'emplacement réservé C150, suppression d'une emprise au sol maximale des constructions et suppression d'une transparence architecturale sous bâtiment pour permettre la création d'un « Learning Center Santé » ;

**Modification n°2 : HÔPITAUX-FACULTES – Cité universitaire de la Voie Domitienne :** suppression de l'indice de hauteur « e » sur une partie du secteur de zone 3U1-1ew, correspondant à l'emprise de la cité universitaire, afin de compléter l'offre en hébergement étudiant sur ce site ;

**Modification n°3 : HÔPITAUX-FACULTES – Centre Hospitalier Universitaire (CHU) – Institut de Formation aux Métiers de la Santé (IFMS) :** suppression de l'indice de hauteur « e » sur une partie du secteur de zone 3U1-1ew pour permettre la reconstruction de l'Institut de Formation aux Métiers de la Santé ;

**Modification n°4 : HÔPITAUX-FACULTES – Secteur Agropolis :** modification du caractère de la zone et de l'article 2 du règlement de la zone 4U4 pour autoriser les changements d'affectation des bâtiments existants et permettre le déploiement du projet Med Vallée ;

**Modification n°5 : HÔPITAUX-FACULTES – Place de la Voie Domitienne :** réduction d'une section de l'emplacement réservé C 145 pour requalification des espaces publics, cette section étant devenue inutile ;

**Modification n°6 : PORT MARIANNE – ZAC Consuls de Mer et abords :** augmentation ponctuelle de la hauteur maximale des constructions (de 41,50m NGF à 56m NGF) sur le lot de la ZAC situé à l'angle de l'avenue Etienne Antonelli et du chemin de Moularès afin d'affirmer une intensité urbaine autour de la place du Rabbin-Schilli et correction d'une erreur matérielle concernant la hauteur réglementaire le long de l'avenue Albert-Dubout ;

**Modification n°7 : PORT MARIANE – ZAC Cambacérès :** modification de l'article 7 du règlement du secteur de zone 14AU-1w afin de permettre une implantation des bâtiments en lien avec le plan guide de la ZAC ;

**Modification n°8 : PORT MARIANNE - ZAC Parc Marianne – Lots 27 et 28 :** création de deux emprises au sol maximales des constructions en secteur de zone 1U10w, à l'extrémité Est de la ZAC, autorisant des hauteurs maximales de 54 m NGF (lot 27) et 47 m NGF (lot 28) et création d'un Espace Vert Protégé (EVP), afin de créer un ensemble urbain cohérent autour de la place Mattéo-Manuguerra ;

**Modification n°9 : PORT MARIANNE - ZAC Parc Marianne – secteur Mas de Barlet :** augmentation de la hauteur maximale de 47 à 54 m NGF sur une bande située le long de l'avenue Nina-Simone et d'une partie de la rue du Mas Rouge afin de ménager des espaces perméables au sol ;

**Modification n°10 : PORT MARIANNE - Parc Marianne – secteur mas Combelle :** augmentation de la hauteur maximale de 51 à 54 m NGF sur l'emprise constructible du mas Combelle afin de ménager des espaces perméables au sol ;

**Modification n°11 : PORT MARIANNE – ZAC Parc Marianne – Avenue Raymond Dugrand :** augmentation ponctuelle de la hauteur maximale de 30 mètres NGF à 31mètres NGF sur le secteur situé à l'extrémité ouest du parc Charpak pour prendre en compte les « émergences de toitures » ;

**Modification n°12 : PORT MARIANNE – Quartier Blaise Pascal – Rue Lépine :** création d'un secteur de zone 2U9-2w à l'angle des rues Louis-Lépine et Denis-Papin pour permettre, le cas échéant, l'évolution de la résidence Leonard-de-Vinci ;

**Modification n°13 : PORT MARIANNE – ZAC Jardins de la Lironde :** création d'un secteur de zone 10AU-1w, rue Le Titien, en compensation de l'abandon d'un autre projet de logements au sein de la ZAC ;

**Modification n°14 : CROIX D'ARGENT – rue Lepic :** création d'un secteur de zone 2U1-13fw à l'angle de l'avenue Lepic et de la rue du 56<sup>e</sup> Régiment d'Artillerie pour renforcer l'offre immobilière de la Cité Créative, marquer l'entrée du quartier EAI depuis le centre-ville et animer la place du 56<sup>ème</sup> Régiment d'Artillerie ;

**Modification n°15 : CROIX D'ARGENT – Parc Montcalm :** modification du périmètre du secteur de zone 3U1-1fw, création de l'emplacement réservé R57 de 23 ha pour parc et équipements publics afin de sanctuariser et d'étendre le parc Montcalm, et création d'un secteur de zone 4U1-6w avec suppression de l'indice de hauteur « f » sur l'ancien mess des officiers pour permettre le réinvestissement patrimonial et la surélévation du bâtiment afin d'accueillir une programmation d'activités liée aux industries culturelles et créatives ;

**Modification n°16 : CROIX D'ARGENT- ZAC Ovalie :** création d'un périmètre de hauteur maximale (de 27m à 43m) à l'angle de l'avenue Paul-Valéry et de la rue de Bugarel afin de ménager des espaces perméables au sol et réduction ponctuelle des emplacements réservés C102 et C105 ;

**Modification n°17 : CROIX D'ARGENT – Rue Michel Colucci – Avenue Villeneuve d'Angoulême :** création de deux secteurs de zone 2U1-1cw et 2U1-1fw, création de l'emplacement réservé R58 pour équipement public et réduction de l'emplacement réservé C26 pour création d'une voie nouvelle afin de permettre l'implantation d'un programme comprenant a minima un groupe scolaire et une crèche ;

**Modification n°18 : MOSSON – Grand Mail :** création d'un secteur de zone 2U1-22fw pour permettre la résidentialisation de la résidence Saint Guilhem I ;

**Modification n°19 : MOSSON – Rue de Cos – Avenue de l'Europe – Avenue de Heidelberg :** création d'un secteur de zone 2U1-23w et suppression de l'indice de hauteur « f » afin d'engager le Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain ;

**Modification n°20 : MOSSON – Avenue des Moulins :** création de deux secteurs de zone 2U1-24w et 2U1-25w et modification de l'orientation d'aménagement et de programmation « Avenue des Moulins - Mas de Campagne » afin de ménager les espaces perméables et préserver le couvert boisé ;

**Modification n°21 : CEVENNES – Quartier Beausoleil, Avenue de Lodève :** création de deux périmètres de hauteur graphiques à 30 mètres et 36 mètres et suppression de l'indice de hauteur « f » afin de ménager des espaces perméables au sol ;

**Modification n°22 : CENTRE – Secteur Liberté-Chaptal :** modification des emprises des périmètres de hauteur graphiques dans le secteur 2U1-18w et modification de l'orientation d'aménagement et de programmation « Liberté-Chaptal » pour prendre en compte le paysage urbain du site et son environnement bâti ;

**Modification n°23 : CENTRE – rue Saint Vincent de Paul – rue de l’Abbé de l’Epée** : création d’un secteur de zone 2U1-26cw pour permettre la construction d’une opération portée par le bailleur social ACM ;

**Modification n°24 : CENTRE – rue Saint Vincent de Paul** : création d’un secteur de zone 2U1-27cw et extension du secteur de zone 2U1-1dw le long de l’avenue Saint-Vincent-de-Paul en vue de développer la mixité urbaine et sociale du secteur ;

**Modification n°25 : CARACTERE GENERAL – Servitude de mixité sociale** : modification des conditions particulières relatives à la création de logements locatifs sociaux et de logements en accession dite « abordable » au sein de l’article 2 du règlement pour prendre en compte les nouveaux objectifs du Programme Local de l’Habitat 2019-2024 ;

**Modification n°26 : CARACTERE GENERAL – Servitude de taille de logement** : création des conditions particulières relatives à la taille des logements au sein de l’article 2 du règlement pour toutes opérations supérieures à 1800 m<sup>2</sup> de surface de plancher à destination de logements ;

**Modification n°27 : CARACTERE GENERAL – Stationnement dans les zones d’activité** : modification de l’article 12 du règlement des zones 4U1, 4U2, 4U3, 4U4, 4AU1, 4AU3, 4AU4, 4AU5 et 4AU6 visant à minorer les exigences minimales relatives au stationnement dans les zones d’activités, pour prendre en compte la diminution du besoin et pour favoriser l’essor des modes actifs et le soutien au covoiturage ;

**Modification n°28 : CARACTERE GENERAL – Stationnement autour des stations de la ligne 5 du tramway** : instauration de la règle spécifique de stationnement à proximité d’une station de tramway autour des 27 futures stations de la ligne 5 de tramway pour faire correspondre la règle relative au stationnement avec le futur niveau de desserte ;

**Modification n°29 : CARACTERE GENERAL – Article 7 du règlement** : précision apportée à la règle d’implantation des constructions en limites séparatives sur le domaine public afin d’éviter certaines incohérences d’aménagement et de dissiper toute ambiguïté s’agissant de la configuration des terrasses concernées par cette disposition ;

**Modification n°30 : CARACTERE GENERAL – Contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM)** : suppression de l’emplacement réservé R11 pour le contournement ferré Nîmes-Montpellier, son objet ayant été réalisé ;

**Modification n°31 : PORT MARIANNE – ZAC République** : correction du document graphique d’application de la servitude de mixité sociale sur le quartier République pour donner suite à un oubli matériel ;

**Modification n°32 : CARACTERE GENERAL – Zone 4AU5** : correction des documents graphiques du règlement n°18 et 24 concernant la zone 4AU5 pour donner suite à un oubli matériel ;

**Modification n°33 : CARACTERE GENERAL- Zone 1U1** : suppression de la mention "Faubourg gare" du titre du paragraphe 8 de l’article 11 de la zone 1U1, celle-ci étant sans objet.

### **Déroulement de la procédure**

Par délibération n°V2021-242 en date du 26 juillet 2021, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a émis un avis favorable sur le projet de modification n°14 du PLU, conformément à la Charte de gouvernance du PLU, ainsi qu’un avis favorable au titre de l’article L.153-39 du Code de l’urbanisme, concernant les évolutions relatives aux ZAC créées à l’initiative de la Ville de Montpellier.

Le projet de modification n°14 du PLU de la Ville de Montpellier a été notifié, le 29 juillet 2021, aux personnes publiques associées mentionnées à l’article L. 132-7 du Code de l’urbanisme (Préfets de Région et de Département, aux Présidents du Conseil régional, du Conseil départemental, de la Chambre de commerce et d’industrie de Montpellier, de la Chambre de métiers et de la Chambre d’agriculture) ainsi qu’au Maire de la Ville de Montpellier conformément aux dispositions de l’article L.153-40 du Code de l’urbanisme.

Par décision de la Mission Régionale d’Autorité environnementale n°MRAe 2021DKO208 en date du 29 septembre 2021, le projet a été dispensé d’évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l’article R.104-28 et suivants du Code de l’urbanisme.

Par arrêté n°MAR2021-0085, en date du 30 septembre 2021, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a ordonné l'ouverture d'une enquête publique, du 22/10/2021 au 22/11/2021 inclus, afin de recueillir les observations et propositions du public quant au projet de modification n°14 du PLU de Montpellier.

A l'issue de l'enquête publique, le Commissaire enquêteur désigné par Monsieur le Président du Tribunal administratif a émis, dans le cadre de son rapport d'enquête et de ses conclusions motivées remis le 7 février 2022, un avis favorable au projet de modification n°14 du PLU.

En ce qui concerne les personnes publiques associées destinataires des dossiers de modification n°14 du PLU avant enquête publique, les avis suivants ont été exprimés :

- Par courrier du 26 août 2021, le Département de l'Hérault a émis un avis favorable sur le projet de modification n°14 du PLU ;
- Par courrier du 22 septembre 2021, la Préfecture de l'Hérault - Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) a émis sept remarques principales sur le projet de modification n°14 :
  - Une première remarque d'ordre général concernant la suppression des limitations des règles de hauteur des constructions ou l'augmentation des hauteurs maximales autorisées, invitant Montpellier Méditerranée Métropole à mener une étude globale sur la Ville de Montpellier permettant de définir les nouvelles normes de hauteurs par quartiers et ainsi de préserver une harmonie du paysage urbain et de garantir les perspectives sur les vues lointaines dans le grand paysage ;
  - Une remarque concernant la suppression, sur le site de l'institut de formation aux métiers de la santé (IFMS), de l'indice de hauteur limitant la hauteur maximale à 15 mètres pour porter la hauteur maximale à 21 mètres (point n°3), invitant Montpellier Méditerranée Métropole à veiller à ce que le dernier niveau de la future construction n'émerge pas de la ligne de crête afin de ne pas modifier la silhouette paysagère ;
  - Une remarque concernant la modification du règlement des zones 4AU1 et 4AU2 du PLU (point n°4), invitant Montpellier Méditerranée Métropole à composer sur le secteur d'Agropolis entre la préservation des enjeux paysagers, naturels et écologiques du site tout en prenant en compte les risques inondation et feux de forêt ;
  - Une remarque concernant l'augmentation de la hauteur maximale autorisée sur le dernier lot non commercialisé de la ZAC Ovalie (point n°16), émettant un avis réservé au motif qu'un immeuble de grande hauteur sur ce secteur porterait atteinte à la perception du massif de la Gardiole ;
  - Une remarque concernant l'augmentation de la hauteur maximale autorisée sur le site de l'ancienne gendarmerie située avenue de Lodève (point n°21), invitant Montpellier Méditerranée Métropole à justifier du respect des dispositions de l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) du château de la Piscine et de l'avenue de Lodève, et à justifier que la hauteur portée à 36 mètres ne porte pas atteinte à la silhouette paysagère de ce secteur situé en crête ;
  - Une remarque concernant l'évolution du classement du secteur de la rue Saint-Vincent-de-Paul (points n°23 et 24), invitant Montpellier Méditerranée Métropole à veiller à ce que les projets développés sur ce secteur ne portent pas atteinte aux monuments historiques proches et à la végétation présente sur la parcelle ;
  - Une remarque concernant la modification du tracé de la ligne 5 du tramway, déclarée d'utilité publique le 29 juillet 2021, invitant Montpellier Méditerranée Métropole à supprimer les emplacements réservés sur le tracé initial à l'occasion de cette procédure de modification.

En ce qui concerne les remarques exprimées par le public durant l'enquête publique, 118 observations ont été formulées, soit qu'elles aient été inscrites sur l'un des registres d'enquête mis à sa disposition à la Mairie de Montpellier et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, soit qu'elles aient fait l'objet d'un courrier ou d'un courriel adressés au Commissaire enquêteur. Ces observations peuvent se résumer de la manière suivante :

- Des remarques concernant le devenir de la résidence Leonard-de-Vinci (point n°12) ;
- Des remarques concernant les conditions d'urbanisation d'un îlot au sein du quartier Jardins de la Lironde (point n°13) ;
- Une remarque portant sur l'évolution du zonage à l'angle de l'avenue Lepic et de la rue du 56e Régiment d'Artillerie (point n°14) ;
- Des remarques concernant le projet de surélévation de l'ancien mess des officiers et du devenir du parc Montcalm (point n°15) ;
- Des remarques concernant l'impact négatif qui serait induit par la modification de la règle de hauteur maximale des constructions dans la ZAC Ovalie et une remarque demandant de modifier ponctuellement la règle d'implantation des constructions, à l'angle du boulevard Paul-Valéry et de la rue de Bugarel (point n°16) ;
- Une remarque concernant l'emprise de l'emplacement réservé R58 créé et le devenir de l'emplacement réservé C26 dans le quartier Croix d'Argent (point n°17) ;
- Des remarques concernant les impacts négatifs sur la qualité de vie, la circulation, l'ensoleillement, la patrimoine architectural, historique et paysager qui seraient induits par les évolutions des règles de hauteur et d'emprise sur le site de la ZAC Beausoleil et contestant l'objectivité et la sincérité des études d'inter-visibilité permettant d'établir les différentes insertions paysagères liées aux suppressions des limitations des règles de hauteur (point n°21) ;
- Des remarques concernant la création d'une servitude de grands logements (point n°26) ;
- Des remarques relatives à la minoration des exigences minimales de stationnement au sein des zones d'activités (point n°27) et à la modération des règles de stationnement dans les périmètres desservis par la ligne 5 du tramway (point n°28).

En outre, des remarques d'ordre général sortant du cadre de l'enquête, sans rapport avec un point précis de la modification n°14, ont été formulées.

Chacune de ces observations a fait l'objet d'une analyse détaillée de la part du commissaire enquêteur et d'une réponse circonstanciée de la part de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse dressé par le commissaire-enquêteur.

Par conséquent, et conformément aux dispositions de l'article L.153-43 du Code de l'urbanisme, il est proposé d'amender le projet de modification n°14 du PLU de la Ville de Montpellier afin de tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur. Dans cette perspective, Montpellier Méditerranée Métropole propose :

- De retirer le point de modification n°14 ;
- De modifier le point de modification n°15, en excluant, de l'emprise de l'emplacement réservé R57, le mess, la gendarmerie et en y adjoignant celle de l'emplacement réservé C187. L'emplacement réservé représente ainsi une superficie de 23 hectares. Il s'agit, complémentirement, de réduire la hauteur maximale des constructions sur le mess, en la portant de 35 à 25 mètres ;
- De compléter le point de modification n°16 en supprimant l'implantation obligatoire des constructions le long de l'avenue de Vanières ;
- De modifier le point de modification n°17, en réduisant l'emprise de l'emplacement réservé R58 ;

- De modifier le point de modification n°21, en réduisant, d'une part, l'emprise du périmètre de hauteur maximale de 30 mètres pour ne conserver que la partie ouest la plus éloignée des constructions existantes et, d'autre part, de réduire la hauteur maximale des constructions admises dans cette emprise en la portant de 30 à 25 mètres.

Au vu :

- de l'enquête publique ouverte par arrêté de Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole n° MAR2021-0085 en date du 30 septembre 2021 ;
- des avis formulés par le département de l'Hérault, l'Etat et la Ville de Montpellier ;
- des remarques formulées au cours de l'enquête publique ;
- du rapport, des conclusions et de l'avis favorable du commissaire enquêteur sur le projet de modification n°14 du PLU de la Ville de Montpellier ;
- de la prise en considération de ces avis, remarques et conclusions dans le dossier de modification n°14 du PLU ;

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à la modification n°14 du PLU de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver le dossier de modification n°14 du PLU de la Ville de Montpellier tel que modifié après enquête publique ;
- De tenir le dossier de modification n°14 du PLU de la Ville de Montpellier approuvé à la disposition du public aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public du siège de Montpellier Méditerranée Métropole et de la mairie de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 5 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 28/03/22

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 30 mars 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture :

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Délibération M2022-69\_Retour\_PREF.pdf
- Dossier PLU Montpellier - Modification n°14.pdf
- Notice de présentation.pdf
- Rapport de présentation.pdf
- Règlement zones U.pdf
- Règlement zones AU - N et A.pdf
- Orientations d'aménagement et de programmation secteur Av des Moulins - Mas de Campagne.pdf
- IV-2-f\_1.pdf
- IV-2-f\_2.pdf
- IV-2-g.pdf
- Bordereau retour pref.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.